

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 2008 — 1778

[2008/201955]

**15 MAI 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon  
fixant la procédure d'octroi des subventions destinées aux infrastructures et équipement des hôpitaux**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi sur les hôpitaux, coordonnée par l'arrêté royal du 7 août 1987, notamment l'article 46, modifié par la loi du 14 janvier 2002;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 mai 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 mai 2008;

Vu l'avis n° 44.215/4 du Conseil d'Etat, donné le 9 avril 2008, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

*CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Le présent arrêté s'applique aux subventions octroyées en application de l'article 46 de l'arrêté royal du 7 août 1987 portant coordination de la loi sur les hôpitaux.

Au sens du présent arrêté, on entend par :

- 1- "Ministre" : le Ministre qui a la Santé et l'Action sociale dans ses attributions;
- 2- "administration" : la Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé, Département de la Santé et des Infrastructures médico-sociales.

**Art. 3.** Les marchés passés dans le cadre du présent arrêté sont soumis à la législation sur les marchés publics.

*CHAPITRE II. — L'accord sur avant-projet*

**Art. 4.** Sauf pour les dossiers concernant exclusivement des investissements mobiliers ou des appareillages médicaux, ainsi que pour les autres projets de travaux n'impliquant pas une modification de la superficie ou de l'affectation des locaux, le maître de l'ouvrage demandeur de la subvention soumet son avant-projet à l'accord du Ministre.

L'avant-projet est introduit sous la forme d'une déclaration sur l'honneur dont le modèle est établi par l'administration et au terme de laquelle le maître de l'ouvrage demandeur de la subvention atteste :

1<sup>o</sup> que :

a) le demandeur est une association sans but lucratif, une fondation, une association créée en vertu du chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale ou une intercommunale;

b) si le demandeur est un centre public d'action sociale, une commune, une province ou une intercommunale, les obligations requises par les règles de tutelle ont été respectées;

2<sup>o</sup> que les engagements prévus à l'article 2, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 13 décembre 1966 déterminant le taux et certaines conditions d'octroi des subventions pour la construction, le reconditionnement, l'équipement et l'appareillage d'hôpitaux tel que modifié par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> septembre 1967 ont été respectés;

3<sup>o</sup> qu'il n'a pas encore été passé commande des travaux et fournitures faisant l'objet de la demande d'accord sur avant-projet.

Toute modification des données contenues dans la déclaration sur l'honneur doit être notifiée à l'administration dans les quinze jours de sa survenance.

Les documents suivants sont également joints à l'avant-projet :

1<sup>o</sup> la délibération du demandeur;

2<sup>o</sup> un mémoire détaillé décrivant la situation existante, les objectifs poursuivis, indiquant les raisons qui justifient l'exécution des travaux et/ou l'acquisition des équipements faisant l'objet de la demande de subvention et précisant la manière par laquelle le maître de l'ouvrage assumera sa contribution financière;

3<sup>o</sup> un certificat d'urbanisme n° 2 s'il échet;

4<sup>o</sup> le programme des travaux envisagés, concrétisé dans un plan directeur, c'est-à-dire une esquisse technique des plans des ouvrages permettant d'évaluer l'importance des travaux à réaliser;

5° une estimation des travaux à réaliser et/ou des équipements à acquérir;

6° un mémoire décrivant les moyens qui seront mis en œuvre pour contribuer au développement durable, particulièrement en ce qui concerne les économies d'énergie et la consommation d'eau;

7° un mémoire décrivant les moyens qui seront mis en œuvre afin de permettre une accessibilité optimale à toutes les catégories de personnes handicapées et notamment aux personnes à mobilité réduite.

L'avant-projet et les documents sont adressés à l'administration par lettre recommandée ou par toute modalité déterminée par le Gouvernement conférant date certaine à l'envoi.

**Art. 5.** Dans les trente jours ouvrables de la réception de l'avant-projet, l'administration délivre au demandeur soit un accusé de réception si l'avant-projet est complet soit un avis l'invitant à compléter, dans les trente jours ouvrables, son avant-projet en précisant les pièces manquantes et en l'invitant, si nécessaire, à préciser, dans un dossier technique plus détaillé, le plan directeur dont question à l'article 4, 4°.

A défaut d'envoi d'un accusé de réception dans les délais fixés, l'avant-projet est réputé complet.

Le cas échéant, dans les trente jours ouvrables de la réception du dossier technique plus détaillé, l'administration, délivre au demandeur soit un accusé de réception si ce dossier est complet soit un avis l'invitant à le compléter, dans les deux mois, en précisant les pièces manquantes.

A défaut d'envoi d'un accusé de réception dans les délais fixés, l'avant-projet est définitivement réputé complet.

Le Ministre statue sur l'avant-projet dans les douze mois de la réception du dossier complet ou du dossier technique plus détaillé complet et notifie sa décision au demandeur.

L'accord sur l'avant-projet qui vaut promesse de principe, détermine les travaux, et/ou équipements susceptibles d'être subventionnés et fixe les éléments chiffrés qui détermineront le montant maximum subsidiable.

Cet accord fixe éventuellement le programme de réalisation des investissements.

**Art. 6.** Si le Ministre n'a pas statué dans les douze mois visés à l'article 5, l'avant-projet est considéré comme approuvé.

### CHAPITRE III. — *L'accord sur projet*

**Art. 7.** Sous peine de forclusion, dans un délai de deux ans à dater de la notification de l'accord sur avant-projet, le demandeur transmet au Ministre soit son projet global soit le projet relatif à la première phase du programme de réalisation défini dans l'avant-projet.

Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision du Ministre qui statue sur la base d'un mémoire justificatif du demandeur en cas de retard imputable à la procédure de demande d'octroi d'un permis d'urbanisme ou en cas de force majeure.

Le projet est introduit sous la forme d'une déclaration sur l'honneur dont le modèle est établi par l'administration et au terme de laquelle le demandeur de la subvention atteste que les dispositions prévues au titre I<sup>er</sup>, chapitre XVII<sup>ter</sup>, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine ont été respectées afin d'assurer aux personnes à mobilité réduite l'accès aux investissements subventionnés.

Toute modification des données contenues dans la déclaration sur l'honneur doit être notifiée à l'administration dans les quinze jours de sa survenance.

Les documents suivants sont également joints au projet :

1° la délibération du demandeur approuvant le projet et fixant le mode de passation du marché s'il échet;

2° le cas échéant, l'avis de marché;

3° le cahier spécial des charges, le métré détaillé et les plans d'exécution;

4° le devis estimatif des travaux et/ou des équipements;

5° le rapport du service régional d'incendie lorsqu'il est requis.

Pour les dossiers concernant exclusivement des investissements mobiliers ou des appareillages médicaux, ainsi que pour les autres projets de travaux n'impliquant pas une modification de la superficie ou de l'affectation des locaux, le projet comprend également la déclaration sur l'honneur visée à l'article 4, alinéa 2 et ses annexes s'il échet.

Le projet et les documents sont adressés à l'administration par lettre recommandée ou par toute modalité déterminée par le Gouvernement conférant date certaine à l'envoi.

**Art. 8.** Dans les trente jours ouvrables de la réception du projet, l'administration délivre au demandeur soit un accusé de réception si le projet est complet, soit un avis l'invitant à compléter, dans les trente jours ouvrables, son projet en précisant les pièces manquantes.

A défaut d'envoi d'un accusé de réception dans les délais fixés, le projet est réputé complet.

En fonction des crédits disponibles, le Ministre statue sur le projet et notifie sa décision au demandeur.

**Art. 9.** Lorsqu'il donne son accord sur le projet, le Ministre fixe le montant subsidiable sur la base des devis estimatifs des travaux et/ou des équipements.

La notification par le Ministre de son accord sur le projet vaut promesse ferme d'octroi de la subvention, laquelle confère un droit subjectif au paiement de la subvention lorsque toutes les conditions fixées dans le présent arrêté sont remplies.

**Art. 10.** Les travaux et/ou acquisitions d'équipements réalisés avant la notification de la décision sur l'attribution du marché sont exclus de la subvention.

Des dérogations peuvent toutefois être accordées par le Ministre, sur la base d'une demande motivée, pour permettre la réalisation urgente de travaux ou l'acquisition urgente d'équipements, sans attendre la promesse ferme visée à l'article 9.

L'octroi de ces dérogations ne constitue pas une promesse ferme ouvrant le droit subjectif au paiement de la subvention.

CHAPITRE IV. — *Le dossier relatif à l'attribution du marché*

**Art. 11.** Dans les douze mois à dater de la notification de la promesse ferme, le demandeur transmet au Ministre le dossier complet relatif à l'attribution du marché. Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision du Ministre si le demandeur fournit avant l'échéance la preuve que le retard ne lui est pas imputable.

La promesse ferme devient caduque à l'expiration de ce délai éventuellement prolongé.

Le dossier relatif à l'attribution du marché comprend, en deux exemplaires, les documents suivants :

- 1° les preuves de publicité, s'il échet;
- 2° le rapport de sélection qualitative des entreprises;
- 3° le cas échéant, la délibération du maître de l'ouvrage arrêtant la liste des entreprises à consulter;
- 4° le procès-verbal d'ouverture des offres s'il échet;
- 5° le rapport d'analyse des offres s'il échet;
- 6° la ou les offres retenues;
- 7° la délibération du demandeur désignant le ou les adjudicataires s'il échet;
- 8° le permis d'urbanisme lorsqu'il est requis.

Le même dossier comprend, en un seul exemplaire, les documents suivants :

- 1° le cahier spécial des charges;
- 2° les offres non retenues.

**Art. 12.** Dans les trente jours ouvrables de la réception du dossier relatif à l'attribution du marché, l'administration délivre au demandeur soit un accusé de réception si le dossier est complet, soit un avis l'invitant à le compléter, dans les trente jours ouvrables, en précisant les pièces manquantes.

A défaut d'envoi d'un accusé de réception dans les délais fixés, le dossier est réputé complet.

Le Ministre fixe le montant définitif de son intervention financière dans les trois mois de la réception du dossier complet. Il notifie sa décision au demandeur.

CHAPITRE V. — *L'exécution du marché*

**Art. 13.** Le demandeur transmet à l'administration la copie de la notification du marché, du bon de commande et/ou de l'ordre de commencer les travaux.

**Art. 14.** A la fin de chaque mois, un état d'avancement des travaux est établi, contresigné pour accord par l'entrepreneur, l'auteur de projet et le demandeur est transmis à l'administration.

**Art. 15.** Les travaux supplémentaires ou modificatifs ne peuvent être admis au bénéfice de la subvention que s'ils étaient imprévisibles au moment de l'élaboration du projet. Ils doivent faire l'objet d'une autorisation du Ministre.

**Art. 16.** Le demandeur informe l'administration au moins cinq jours à l'avance des dates fixées pour les réceptions techniques, provisoire et définitive.

CHAPITRE VI. — *Le paiement de la subvention*

**Art. 17.** Le montant de l'entreprise admis au bénéfice de la subvention comprend les postes suivants :

- 1° le montant de l'offre approuvée, éventuellement modifié en fonction des travaux supplémentaires et modificatifs qui ont été autorisés;
- 2° les révisions de prix contractuelles prévues par le cahier spécial des charges;
- 3° la taxe sur la valeur ajoutée;
- 4° les frais généraux tels que fixés à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 11 mai 2007 fixant le coût maximal pouvant être pris en considération pour l'octroi de subventions pour la construction de nouveaux bâtiments, les travaux d'extension et de reconditionnement d'un hôpital ou d'un service.

Cependant, les travaux modificatifs ou supplémentaires ne sont subsidiables que s'ils ne dépassent pas 10 % du marché initial approuvé, indexation non comprise.

**Art. 18.** Pour les marchés de travaux, la subvention est mise à disposition selon les modalités suivantes :

1. une première tranche de 30 % du montant de la subvention est mise à disposition du demandeur de l'ouvrage dès que celui-ci a passé commande des travaux concernés et que ceux-ci ont effectivement été entamés, ce qu'attestera le premier état d'avancement des travaux;
2. les deuxième et troisième tranches de 30 % sont mises à disposition dès que le total des factures présentées, T.V.A. et frais généraux compris, atteint le total de la tranche déjà mise à disposition;
3. le solde de la subvention est mis à disposition du demandeur à l'approbation du compte final des travaux.

Pour les marchés d'équipement, la subvention est payée sur présentation des factures.

**Art. 19.** Le dossier relatif au compte final est introduit sous la forme d'une déclaration sur l'honneur dont le modèle est établi par l'administration et au terme de laquelle le demandeur de la subvention atteste :

- 1° de la délibération du maître de l'ouvrage approuvant le compte final;
- 2° de la réception provisoire;
- 3° des délais d'exécution;
- 4° de la fin des travaux;
- 5° du calcul des amendes s'il échet;
- 6° de la justification des travaux supplémentaires ou modificatifs.

Toute modification des données contenues dans la déclaration sur l'honneur doit être notifiée à l'administration dans les quinze jours de sa survenance.

Les éléments susmentionnés feront également l'objet d'une note argumentée du demandeur permettant à l'administration de porter un jugement quant à l'utilisation de la subvention.

Les états d'avancement et le compte final de l'entreprise, accompagnés des factures correspondantes sont également joints au dossier.

Le dossier relatif au compte final et les documents sont adressés à l'administration par lettre recommandée ou par toute modalité déterminée par le Gouvernement conférant date certaine à l'envoi.

**Art. 20.** Dans les trente jours ouvrables de la réception du dossier relatif au compte final, l'administration délivre au demandeur soit un accusé de réception si le dossier est complet, soit un avis l'invitant à le compléter, dans les trente jours ouvrables, en précisant les pièces manquantes.

A défaut d'envoi d'un accusé de réception dans les délais fixés, le dossier est réputé complet.

Le Ministre approuve ou impute le compte final dans les douze mois de la réception du dossier complet.

#### CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

**Art. 21.** Le présent arrêté s'applique à toutes les demandes d'octroi de subventions reçues après son entrée en vigueur.

**Art. 22.** Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 mai 2008.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,  
D. DONFUT

---

#### VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 1778

[2008/201955]

#### 15 MEI 2008. — **Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de procedure voor de subsidiëring van de infrastructuur en uitrustingen van ziekenhuizen**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 7 augustus 1987, inzonderheid op artikel 46, gewijzigd bij de wet van 14 januari 2002;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 mei 2008;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 15 mei 2008;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 44.215/4, gegeven op 9 april 2008, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

**Art. 2.** Dit besluit is van toepassing op de subsidies toegekend overeenkomstig artikel 46 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1987 houdende coördinatie van de wet op de ziekenhuizen.

In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1- "Minister" : de Minister bevoegd voor Gezondheid en Sociale Actie;

2- "administratie" : het operationele Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid, Departement Gezondheid en Medisch-sociale Infrastructuur.

**Art. 3.** De opdrachten gegund in het raam van dit besluit vallen onder de wetgeving op de overheidsopdrachten.

#### HOOFDSTUK II. — *Akkoord over het voorontwerp*

**Art. 4.** Behalve voor de dossiers die uitsluitend roerende investeringen of medische apparatuur betreffen, alsook voor de overige projecten van werken die geen wijziging van de oppervlakte of van de bestemming van lokalen inhouden, legt de opdrachtgever die de subsidie aanvraagt zijn voorontwerp voor akkoord aan de Minister over.

Het voorontwerp wordt ingediend in de vorm van een verklaring op erewoord waarvan het model door de administratie opgemaakt is en aan de hand waarvan de opdrachtgever die de subsidie aanvraagt bevestigt

1° dat :

a) de aanvrager een vereniging zonder winstoogmerk, een stichting, een vereniging opgericht krachtens hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn of een intercommunale is, of

b) als de aanvrager een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, een gemeente, een provincie of een intercommunale is, dat de verplichtingen opgelegd door de toezichtregels nagekomen werden;

2° dat de verbintenissen bepaald bij artikel 2, 2°, van het koninklijk besluit van 13 december 1966 tot bepaling van het percentage van de toelagen voor de opbouw, de herconditionering, de uitrusting en de apparatuur van ziekenhuizen, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 september 1967, nagekomen werden;

3° dat de werken en leveringen die het voorwerp zijn van de aanvraag tot akkoord over het voorontwerp nog niet besteld werden.

Elke wijziging van de gegevens vervat in de verklaring op erewoord wordt binnen vijftien dagen aan de administratie meegedeeld.

Bij het voorontwerp worden ook de volgende stukken gevoegd :

1° de beraadslaging van de aanvrager;

2° een uitvoerig verslag met een omschrijving van de bestaande toestand, de nagestreefde doelstellingen, de redenen die de uitvoering van de werken wettigen en/of de aanwerving van de uitrustingen die het voorwerp zijn van de subsidieaanvraag en met een nadere bepaling van de wijze waarop de opdrachtgever zijn financiële bijdrage zal leveren;

3° een stedenbouwkundig certificaat nr. 2 in voorkomend geval;

4° het programma van de geplande werken, geconcretiseerd in een leidend plan, namelijk een technische schets van de plannen van de bouwwerken op grond waarvan de omvang van de uit te voeren werken geschat kan worden;

5° een raming van de werken en/of aan te werven uitrustingen;

6° een memorie met een beschrijving van de middelen die aangewend zullen worden om bij te dragen tot de duurzame ontwikkeling, meer bepaald wat betreft energiebesparingen en waterverbruik;

7° een memorie met een beschrijving van de middelen die aangewend zullen worden om een optimale toegankelijkheid te bieden aan alle categorieën van gehandicapte personen en, o.a., aan personen met beperkte beweeglijkheid.

Het voorontwerp en de stukken worden bij aangetekend schrijven of op elke wijze waarop een vaststaande datum aan de zending wordt verleend aan de administratie gericht.

**Art. 5.** Binnen dertig dagen na ontvangst van het voorontwerp bezorgt de administratie de aanvrager hetzij een bericht van ontvangst als het voorontwerp volledig is, hetzij een bericht waarbij hij erom verzocht wordt zijn voorontwerp binnen dertig kalenderdagen te vervolledigen - hij wordt daarbij gewezen op de ontbrekende stukken - en desnoods het leidend plan waarvan sprake in artikel 4, 4°, nader te bepalen in een uitvoeriger technisch dossier.

Als geen bericht van ontvangst binnen de vastgelegde termijnen wordt toegestuurd, wordt het voorontwerp geacht volledig te zijn.

In voorkomend geval bezorgt de administratie de aanvrager binnen dertig dagen na ontvangst van het uitvoeriger technisch dossier hetzij een bericht van ontvangst als dat dossier volledig is, hetzij een bericht waarin hij erom verzocht wordt zijn dossier binnen twee maanden te vervolledigen. Hij wordt daarbij op de ontbrekende stukken gewezen.

Als geen bericht van ontvangst binnen de vastgelegde termijnen wordt toegestuurd, wordt het voorontwerp definitief geacht volledig te zijn.

De Minister beslist over het voorontwerp binnen twaalf maanden na ontvangst van het volledige dossier of van het volledige uitvoeriger dossier en geeft de aanvrager kennis van zijn beslissing.

In het akkoord over het voorontwerp, dat gelijk staat met een principiële belofte, wordt bepaald welke werken en/of uitrustingen voor subsidies in aanmerking kunnen komen en liggen de becijferde elementen vast op grond waarvan het subsidieerbare maximumbedrag bepaald zal worden.

In dat akkoord wordt eventueel het programma tot uitvoering van de investeringen vastgelegd.

**Art. 6.** Als de Minister zich niet uitgesproken heeft binnen de termijn van twaalf maanden bedoeld in artikel 5, wordt het voorontwerp als goedgekeurd beschouwd.

### HOOFDSTUK III. — *Akkoord over het ontwerp*

**Art. 7.** Op straffe van verval bezorgt de aanvrager de Minister binnen twee jaar, te rekenen van de datum van kennisgeving van het akkoord over het voorontwerp, hetzij zijn globaal ontwerp, hetzij het ontwerp betreffende de eerste fase van het uitvoeringsprogramma omschreven in het voorontwerp.

Die termijn kan evenwel verlengd worden bij beslissing van de Minister, die zich uitspreekt op grond van een verantwoordingsmemorie van de aanvrager in geval van vertraging te wijten aan de procedure waarbij de toekenning van een stedenbouwkundige vergunning wordt aangevraagd of in geval van overmacht.

Het ontwerp wordt ingediend in de vorm van een verklaring op erewoord waarvan het model door de administratie wordt opgemaakt en aan de hand waarvan de opdrachtgever die de subsidie aanvraagt bevestigt dat de bepalingen van titel I, hoofdstuk XVIIter, van het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium in acht zijn genomen ten einde de personen met beperkte beweeglijkheid toegang tot de gesubsidieerde investeringen te verlenen.

Elke wijziging van de gegevens vervat in de verklaring op erewoord wordt binnen vijftien dagen aan de administratie meegedeeld.

Bij het ontwerp worden ook de volgende stukken gevoegd :

1° de beslissing waarbij de aanvrager het ontwerp goedkeurt en de wijze vastlegt waarop de opdracht gegund wordt;

2° in voorkomend geval, het opdrachtbericht;

3° het bijzondere bestek, de omstandige opmetingsstaat en de uitvoeringsplannen;

4° de kostenraming van de werken en/of van de uitrustingen;

5° het rapport van de regionale brandweerdienst indien vereist. »

Voor de dossiers die uitsluitend betrekking hebben op roerende investeringen of medische apparatuur, alsook voor de overige projecten van werken die geen wijziging van de oppervlakte of van de bestemming van lokalen inhouden, bevat het ontwerp eveneens de verklaring op erewoord bedoeld in artikel 4, tweede lid, en de bijlagen in voorkomend geval.

Het ontwerp en de stukken worden bij aangetekend schrijven of op elke wijze waarop een vaststaande datum aan de zending wordt verleend aan de administratie gericht.

**Art. 8.** Binnen dertig kalenderdagen na ontvangst van het ontwerp bezorgt de administratie de aanvrager hetzij een bericht van ontvangst als het ontwerp volledig is, hetzij een bericht waarbij hij erom verzocht wordt zijn ontwerp binnen dertig kalenderdagen te vervolledigen. Hij wordt daarbij gewezen op de ontbrekende stukken.

Als geen bericht van ontvangst binnen de vastgelegde termijn wordt toegestuurd, wordt het ontwerp geacht volledig te zijn.

De Minister beslist over het ontwerp binnen de perken van de beschikbare kredieten en geeft de aanvrager kennis van zijn beslissing.

**Art. 9.** Wanneer de Minister met het ontwerp instemt, bepaalt hij het subsidieerbare bedrag op basis van de kostenramingen van de werken en/of van de uitrustingen.

De kennisgeving door de Minister van zijn instemming met het ontwerp geldt als vaste belofte tot toekenning van de subsidie, waardoor een subjectief recht op de betaling van de subsidie verleend wordt indien alle voorwaarden die in dit besluit vastliggen vervuld zijn.

**Art. 10.** De werken en/of de aanwervingen van uitrustingen verricht vóór de kennisgeving van de beslissing betreffende de toekenning van de opdracht komen niet in aanmerking voor de subsidie.

De Minister kan op basis van een gemotiveerde aanvraag evenwel afwijkingen toestaan om de dringende uitvoering van werken of de dringende aanwerving van uitrustingen toe te laten zonder te wachten op de vaste belofte bedoeld in artikel 9.

De toekenning van die afwijkingen vormt geen vaste belofte waarbij het subjectieve recht op de betaling van de subsidie verleend wordt.

#### HOOFDSTUK IV. — *Het dossier betreffende de toekenning van de opdracht*

**Art. 11.** Binnen twaalf maanden, te rekenen van de datum van kennisgeving van de vaste belofte, maakt de aanvrager het volledige dossier betreffende de toekenning van de opdracht aan de Minister over. Die termijn kan evenwel bij beslissing van de Minister verlengd worden indien de aanvrager vóór de vervaldatum bewijst dat de vertraging niet aan hem toe te schrijven is.

De vaste belofte vervalt bij het verstrijken van die termijn, eventueel verlengd.

Het dossier betreffende de toekenning van de opdracht bevat, in twee exemplaren, de volgende stukken :

- 1° de bewijzen van openbaarheid, in voorkomend geval;
- 2° het rapport betreffende de kwalitatieve selectie van de bedrijven;
- 3° in voorkomend geval, de beslissing van de opdrachtgever waarbij de lijst van de te raadplegen bedrijven vastgelegd wordt;
- 4° het proces-verbaal van de opening van de offertes, in voorkomend geval;
- 5° het analyserapport betreffende de offertes, in voorkomend geval;
- 6° de in aanmerking genomen offerte(s);
- 7° de beslissing van de aanvrager tot aanwijzing van de aannemer(s), in voorkomend geval;
- 8° de stedenbouwkundige vergunning indien vereist.

Hetzelfde dossier bevat, in één exemplaar, de volgende stukken :

- 1° het bijzondere bestek;
- 2° de niet in aanmerking genomen offertes.

**Art. 12.** Binnen dertig kalenderdagen na ontvangst van het dossier betreffende de toekenning van de opdracht bezorgt de administratie de aanvrager hetzij een bericht van ontvangst als het dossier volledig is, hetzij een bericht waarbij hij erom verzocht wordt het binnen 30 kalenderdagen te vervolledigen. Hij wordt daarbij gewezen op de ontbrekende stukken.

Als geen bericht van ontvangst binnen de vastgelegde termijn wordt toegestuurd, wordt het dossier geacht volledig te zijn.

De Minister bepaalt het definitieve bedrag van zijn financiële tegemoetkoming binnen drie maanden na ontvangst van het volledige dossier. Hij geeft de aanvrager kennis van zijn beslissing.

#### HOOFDSTUK V. — *Uitvoering van de opdracht*

**Art. 13.** De aanvrager bezorgt de administratie het afschrift van de kennisgeving van de opdracht, van het bestelbon en/of van de opdracht tot het aanvatten van de werken.

**Art. 14.** Aan het eind van elke maand wordt een stand van de werken opgemaakt, voor akkoord medeondertkend door de aannemer, de ontwerper en de aanvrager en aan de administratie overgemaakt.

**Art. 15.** Wijzigende of bijkomende werken kunnen slechts in aanmerking komen voor subsidies indien ze niet te voorzien waren bij het uitwerken van het ontwerp. Ze worden aan de toestemming van de Minister onderworpen.

**Art. 16.** De aanvrager geeft de administratie minstens vijf dagen op voorhand kennis van de data die voor de technische, voorlopige en definitieve opleveringen vastgelegd zijn.

#### HOOFDSTUK VI. — *Betaling van de subsidie*

**Art. 17.** Het bedrag van het bedrijf dat voor de subsidie in aanmerking komt omvat de volgende posten :

1° het bedrag van de goedgekeurde offerte, eventueel gewijzigd naar gelang van de toegelaten wijzigende en bijkomende werken;

2° de contractuele prijsherzieningen waarin het bijzondere bestek voorziet;

3° de belasting op de toegevoegde waarde;

4° de algemene kosten zoals vastgelegd in artikel 12 van het ministerieel besluit van 11 mei 2007 tot vaststelling van de maximumkostprijs die in aanmerking kan worden genomen voor de betoelaging van nieuwbouwwerken, uitbreidingswerken en herconditioneringswerken van een ziekenhuis of een dienst.

De wijzigende of bijkomende werken komen echter slechts in aanmerking voor subsidies als ze niet 10 % van de goedgekeurde initiële opdracht overschrijden, indexering niet inbegrepen.

**Art. 18.** Voor de opdrachten van werken wordt de subsidie ter beschikking gesteld als volgt :

1. een eerste schijf van 30 % van het subsidiebedrag wordt ter beschikking gesteld van de opdrachtgever zodra hij bedoelde werken heeft besteld en zodra deze daadwerkelijk zijn aangevat, hetgeen moet blijken uit de eerste stand van vordering van de werken;

2. de tweede en de derde schijf van 30 % worden ter beschikking gesteld zodra het totaalbedrag van de overgelegde facturen, BTW en algemene kosten inbegrepen, het totaalbedrag van de reeds ter beschikking gestelde schijf bereikt;

3. het saldo van de subsidie wordt ter beschikking gesteld van de aanvrager bij de goedkeuring van de eindrekening van de werken.

Voor de opdrachten van uitrustingen wordt de subsidie betaald na overlegging van de facturen.

**Art. 19.** Het dossier betreffende de eindrekening wordt ingediend in de vorm van een verklaring op erewoord waarvan het model door de administratie opgemaakt wordt en aan de hand waarvan de opdrachtgever die de subsidie aanvraagt het bewijs levert van :

1° de beslissing waarbij de opdrachtgever de eindrekening goedgekeurd heeft;

2° de voorlopige oplevering;

3° de uitvoeringstermijnen;

4° het einde van de werken;

5° de berekening van de boetes in voorkomend geval;

6° de rechtvaardiging van de wijzigende of bijkomende werken.

Elke wijziging van de gegevens vervat in de verklaring op erewoord wordt binnen vijftien dagen aan de administratie meegedeeld.

Bovenvermelde gegevens zullen ook het voorwerp uitmaken van een geargumenteerde nota van de aanvrager op grond waarvan de administratie een oordeel kan vellen over de aanwending van de subsidie.

Ook de staten van vordering en de eindafrekening van het bedrijf worden, samen met de overeenstemmende facturen, bij het dossier gevoegd.

Het dossier betreffende de eindafrekening en de stukken worden bij aangetekend schrijven of op elke wijze waarbij een vaststaande datum aan de zending wordt verleend aan de administratie gericht.

**Art. 20.** Binnen dertig kalenderdagen na ontvangst van het dossier betreffende de eindafrekening van de opdracht bezorgt de administratie de aanvrager hetzij een bericht van ontvangst als het dossier volledig is, hetzij een bericht waarbij hij erom verzocht wordt het binnen dertig kalenderdagen te vervolledigen. Hij wordt daarbij gewezen op de ontbrekende stukken.

Als geen bericht van ontvangst binnen de vastgelegde termijnen wordt toegestuurd, wordt het dossier geacht volledig te zijn.

De Minister keurt de eindafrekening goed of af binnen twaalf maanden na ontvangst van het volledige dossier.

#### HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

**Art. 21.** Dit besluit is van toepassing op alle aanvragen tot toekenning van subsidies ontvangen na de inwerkingtreding ervan.

**Art. 22.** De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Namen, 15 mei 2008.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
D. DONFUT